ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2022

PLFSS POUR 2023 - (N° 274)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 1441

présenté par

M. Croizier, M. Ramos, M. Esquenet-Goxes, M. Falorni et M. Lecamp

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 22, insérer l'article suivant:**

I – L'État peut, à titre expérimental et pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2023, autoriser les infirmiers diplômés d'État exerçant en établissement de santé ou médicaux sociaux à prescrire des bons de transports aux patients hospitalisés, par dérogation aux compétences infirmières prévues par l'article L. 4311-1 du code de la santé publique.

Les frais relatifs à ces expérimentations sont pris en charge par le fonds d'intervention régional mentionné à l'article L. 1435-8 du code de la santé publique sur la base d'un forfait fixé par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale.

II. – Un décret détermine les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation mentionnée au I du présent article.

III. – Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation qui se prononce notamment sur la pertinence d'une généralisation.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La réforme des transports initiée par la Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2017 a modifié les pratiques en établissement de santé comme en ville.

Cette réforme a pourtant oublié un acteur majeur, la profession infirmière.

Dans la réalité du terrain, à l'hôpital, les infirmiers et infirmières assurent pourtant cette fonction, en raison d'un manque de temps des médecins et de l'absence d'impact de ce transfert de compétences.

La reconnaissance de la compétence permettrait de redonner une légalité à la situation actuelle, sans influencer sur la qualité du soin. Elle renforcerait le rôle de coordination des infirmiers.

Enfin, elle permettrait aux médecins de se consacrer à leur cœur de métier en allégeant le temps alloué à ces tâches administratives.